

# **Panorama normatif et actualités jurisprudentielles ; expositions et impacts**

Atmos'Fair 2024



Me Alice Messin-Roizard  
10 octobre 2024 – Lyon

# Sommaire

## I. Actualité réglementaire

1. En droit de l'Union européenne
2. En droit national

## II. Actualité jurisprudentielle

1. Au niveau européen
2. Au niveau national



## I. Actualité réglementaire en matière de qualité de l'air

# 1. En droit de l'Union européenne

## Un cadre juridique renforcé – état des lieux

- **Directive n°2024/1785 du 24 avril 2024** : révision de la Directive 2010/75 relative aux émissions industrielles dite Directive IED
- **Règlement 2024/1244 du 24 avril 2024** : portail sur les émissions industrielles
- **Accord politique** sur la révision des **Directives 2004/107 et 2008/50** : vers des seuils plus stricts d'émissions de polluants

# 1. En droit de l'Union européenne

## **Directive n°2024/1785 du 24 avril 2024 relative aux émissions industrielles**

- **Champ d'application élargi** à davantage d'élevages intensifs (bétail, porc, volailles) + fabrication de batteries (>15K t/an) + extraction de minerais
- **Valeurs limites renforcées :**
  - à fixer à partir de l'ensemble des valeurs de la fourchette des niveaux d'émission associés aux MTD, au niveau le plus strict pouvant être atteint pour une installation en cause
  - surveiller les émissions dans l'air provenant des installations d'incinération de déchets
- **Sanctions financières réhaussées :** sanctions « *effectives, proportionnées et dissuasives* ». Pour les infractions les plus graves :
  - amendes d'au moins 3 % du CA annuel de l'exploitant
  - recours à des sanctions pénales à titre d'alternative
  - droit à l'indemnisation en cas de dommage à la santé humaine
- Délai de transposition : 1er juillet 2026

# 1. En droit de l'Union européenne

## **Règlement 2024/1244 du 24 avril 2024 *concernant la notification des données environnementales et la création d'un portail sur les émissions industrielles***

- **Portail E-PRTR établi par le règlement 166/2006 → portail IEPR**
  - Registre qui couvre 91 polluants émis dans l'air notamment relevant de 65 domaines d'activité (60 000 installations)
- **Objectifs du nouveau règlement :**
  - Améliorer la transparence des données et l'accès public aux informations sur les émissions industrielles (identification des sources de pollution, recherches ciblées)
  - Surveiller la performance environnementale des installations industrielles
  - Faire le lien avec le champ d'application sur la directive IED 2.0
  - A termes : intégrer d'autres flux de données environnementales
- **Contenu du portail (2028) :**
  - Notamment, données sur les rejets dans l'air, l'eau et le sol des 94 polluants énumérés qui dépassent les seuils de capacité applicables indiqués (annexe II)

## 1. En droit de l'Union européenne

### **Accord politique** du 20 février 2024 sur la révision des **Directives 2004/107 et 2008/50 sur la qualité de l'air ambiant**

- **Objectif** : fixer des normes contraignantes de l'UE pour 2030 alignées sur les recommandations de l'OMS + objectif pollution zéro d'ici à 2050
- Valeurs limites de concentrations plus strictes (particules fines, NO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>)
- Valeurs limites (et non plus valeurs cibles) pour les métaux lourds (arsenic, cadmium, nickel) et pour les HAP (BaP)
- Réévaluation régulière des normes d'ici au 31 décembre 2030 puis tous les 5 ans
- Ajout de points de prélèvement pour évaluer la qualité de l'air urbain
- Indemnisation en cas de violation des règles de l'UE en cas de santé affectée par la pollution de l'air
- **Prochaine étape** : adoption formelle de la directive révisée par le Parlement et le Conseil

# 1. En droit de l'Union européenne

Les nouvelles normes de qualité de l'air pour la protection de la santé humaine  
fixées par la nouvelle directive révisant la directive 2008/50/CE et comparaison avec les valeurs guides de l'OMS (2021)

Polluant	Périodicité	Type de norme	Norme en vigueur		Norme révisée adoptée pour 2030	Dépassements autorisés	Valeurs guides de l'OMS (2021)
PM <sub>2,5</sub>	Annuelle	Valeur limite	25 µg/m <sup>3</sup>	↘	10 µg/m <sup>3</sup>	-	5 µg/m <sup>3</sup>
	24h	Valeur limite	<i>pas de norme</i>	↓	25 µg/m <sup>3</sup>	18 fois/an	15 µg/m <sup>3</sup>
PM <sub>10</sub>	Annuelle	Valeur limite	40 µg/m <sup>3</sup>	↘	20 µg/m <sup>3</sup>	-	15 µg/m <sup>3</sup>
	24h	Valeur limite	50 µg/m <sup>3</sup>	↘	45 µg/m <sup>3</sup>	18 fois/an	45 µg/m <sup>3</sup>
O <sub>3</sub>	Moy. jour. max. sur 8h	Valeur cible	120 µg/m <sup>3</sup>	→	120 µg/m <sup>3</sup>	18 j/an (moy. sur 3 ans)	100 µg/m <sup>3</sup>
	Moy. jour. max. sur 8h	Objectif à long terme	120 µg/m <sup>3</sup>	↘	100 µg/m <sup>3</sup> **	3 j./an	
NO <sub>2</sub>	Annuelle	Valeur limite	40 µg/m <sup>3</sup>	↘	20 µg/m <sup>3</sup>	-	10 µg/m <sup>3</sup>
	24h	Valeur limite	<i>pas de norme</i>	↓	50 µg/m <sup>3</sup>	18 fois/an	25 µg/m <sup>3</sup>
	1h	Valeur limite	200 µg/m <sup>3</sup>	→	200 µg/m <sup>3</sup>	3 fois/an	-
SO <sub>2</sub>	Annuelle	Valeur limite	<i>pas de norme</i>	↓	20 µg/m <sup>3</sup>	-	-
	24h	Valeur limite	125 µg/m <sup>3</sup>	↘	50 µg/m <sup>3</sup>	18 fois/an	40 µg/m <sup>3</sup>
	1h	Valeur limite	350 µg/m <sup>3</sup>	→	350 µg/m <sup>3</sup>	3 fois/an	-
CO	24h	Valeur limite	<i>pas de norme</i>	↓	4 µg/m <sup>3</sup>	18 fois/an	4 µg/m <sup>3</sup>
	Moy. jour. max. sur 8h	Valeur limite	10 µg/m <sup>3</sup>	→	10 µg/m <sup>3</sup>	-	-
Benzène	Annuelle	Valeur limite	5 µg/m <sup>3</sup>	↘	3,4 µg/m <sup>3</sup>	-	-
Plomb	Annuelle	Valeur limite	0,5 µg/m <sup>3</sup> *	→	0,5 µg/m <sup>3</sup>	-	-
Arsenic	Annuelle	Valeur limite	6 ng/m <sup>3</sup> *	→	6 ng/m <sup>3</sup>	-	-
Cadmium	Annuelle	Valeur limite	5 ng/m <sup>3</sup> *	→	5 ng/m <sup>3</sup>	-	-
Nickel	Annuelle	Valeur limite	20 ng/m <sup>3</sup> *	→	20 ng/m <sup>3</sup>	-	-
BaP	Annuelle	Valeur limite	1 ng/m <sup>3</sup> *	→	1 ng/m <sup>3</sup>	-	-



## 2. En droit national

### **En droit national :**

- **Plan d'actions interministériel sur les PFAS, avril 2024** – un meilleur suivi des rejets atmosphériques
- **Evolution du dispositif des zones à faibles émissions (ZFE)**

## 2. En droit national

### Plan d'actions interministériel sur les PFAS, avril 2024 (1/2)

- **Evaluation de la multi-exposition aux PFAS (acquisition de connaissances)**
  - Plan de 2023 : veille sur les prélèvements et méthodes d'analyses dans les fumées et dans l'air et les paramètres de transfert des PFAS dans l'atmosphère
  - **2024 : prise en compte accrue des PFAS pour les émissions atmosphériques et le milieu air**
    - Travail sur l'harmonisation des pratiques pour le mesurage des PFAS en sortie de cheminée (transposition de la méthode américaine OTM-45 en norme française)
    - Travail de l'Ineris au développement d'une méthode de caractérisation des PFAS dans les dépôts atmosphériques, méthode d'analyses pour les PFAS volatils (2025), méthode analytique multi-matrice

## 2. En droit national

### Plan d'actions interministériel sur les PFAS, avril 2024 (2/2)

- **Campagne de mesures des PFAS dans les rejets atmosphériques des incinérateurs en sortie d'installation d'incinération (surveillance)**
  - Incinération = utilisée pour l'élimination des déchets contenant des PFAS
  - Nécessite que les normes de prélèvement et analyses de PFAS dans les rejets atmosphériques soient validées en France et maîtrisées par les laboratoires
- **Encouragement de l'accréditation des laboratoires** pour l'analyse et le prélèvement des PFAS dans les rejets atmosphériques
- **Soutien de la procédure UE initiée en 2022 de restriction large des PFAS dans le cadre de REACH (réduire les risques)**
- **Fixer des valeurs limites d'émissions** selon les campagnes de mesures qui seront réalisées

## 2. En droit national

### Evolution du dispositif des zones à faibles émissions (ZFE)

- **Amélioration de la qualité de l'air urbain** : dépassements réguliers des seuils par 15 métropoles en 2016, contre 2 en 2023. Dispositif davantage connu du grand public.
- Assouplissement des mesures imposées à Marseille, Rouen et Strasbourg en mars 2024 car la qualité de l'air s'améliore
  - Véhicules Crit'Air3 pas automatiquement interdits à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ; report de l'échéance au 1<sup>er</sup> janvier 2027 par Strasbourg Métropole
    - Crit'Air3 = voitures diesel >14 ans et voitures essence >19 ans
- Deux types de territoires coexistent :
  - **Territoires ZFE effectifs** (Paris et Lyon) : dépassement régulier des seuils de qualité de l'air → véhicules Crit'Air3 interdits au 1<sup>er</sup> janvier 2025 (obligation légale)
  - **Territoires en vigilance** (40 agglomérations) : seuils respectés mais valeurs de qualité de l'air recommandées par l'OMS dépassées



## II. Actualité jurisprudentielle en matière de qualité de l'air

## 1. Au niveau européen

### **CJUE, 25 juin 2024, C-626/22, C. Z. e. a. c/ *Ilva SpA in Amministrazione Straordinaria e. a.***

- Litige concernant l'usine Ilva (Italie) et ses émissions, notamment dans l'air (PM10 et SO<sub>2</sub>)
  - Etudes sanitaires de 2017, 2018 et 2021 établissant un lien de causalité avec des problèmes de santé (taux de mortalité plus élevés)
  - Requérants contestant le report de la mise en conformité environnementale de l'usine
- Questions préjudicielles posées à la CJUE à la lecture de la Dir. IED :
  - **L'évaluation des dommages sanitaires est-elle nécessaire à la délivrance de l'autorisation d'exploitation ?**
    - Oui (au même titre que les incidences sur l'environnement)
  - **Faut-il prendre en compte toutes les substances polluantes reconnues comme étant nocives ?**
    - Oui (celles susceptibles d'être émises par l'installation)
  - **Des prolongations répétées de l'autorisation d'exploitation sont-elles possibles alors que des dangers graves et importants pour la santé humaine sont mis en évidence ?**
    - Non : l'activité doit être suspendue

## 1. Au niveau européen

### Mise en demeure du 7 février 2024 de la France par la Commission européenne pour non-respect de la directive sur la qualité de l'air

- **CJUE, 24 octobre 2019, C636/18** : dépassements systématiques des valeurs limites de concentration de NO<sub>2</sub> dans 12 zones de qualité de l'air depuis 2010 = non-respect de la directive sur la qualité de l'air
- **France** : adoption et mise en œuvre de plans pour la qualité de l'air
- **MED 2024** : non-conformité à l'arrêt pour quatre zones : Paris, Lyon, Strasbourg, et Aix-Marseille
  - Donne deux mois à la France pour remédier à ces manquements
  - Sans réponse satisfaisante, peut en référer à la CJUE pour imposer des sanctions financières

## 2. Au niveau national

### **CE, 24 novembre 2023, n°428409, *Les Amis de la Terre***

- **Etat condamné** au paiement de 10 millions d'€ pour pollution de l'air persistante à Paris et Lyon sur juillet 2022 à juillet 2023 (dioxyde d'azote)
- Fait suite à plusieurs décisions du CE :
  - 2017 : **injonction d'élaborer des plans** pour ramener les concentrations en N02 et PM10 sous les valeurs limites pour 12 zones urbaines
  - 2020 : **astreinte de 10 millions €/semestre** si inexécution de la décision de 2017 d'ici 6 mois
  - 2021 et 2022 : **liquidation provisoire de l'astreinte** (10 puis 20 millions) réparties entre l'Ademe, le Cerema, l'Anses, l'Ineris, Air Parif, des associations
- **2023 : plus de dépassement de PM10 dans aucune zone urbaine.**
- **Quid Strasbourg & Aix-Marseille (MED Commission 2024) ?**



## 2. Au niveau national

### CAA Douai, 23 mai 2024, n°22DA00216, *Metaleurop*

- Arrêt important sur la **responsabilité de l'Etat** en raison de son pouvoir de police en matière d'ICPE
  - ❖ Condamnation de l'Etat car celui-ci n'en fait pas usage : en l'espèce, ne pas exiger de diminution « significative » des polluants atmosphériques par le biais d'arrêtés préfectoraux est une faute de nature à engager sa responsabilité
- Vers une **suggestion de proactivité** en matière de protection de l'environnement ?
  - ❖ Le juge retient que l'Etat aurait dû prendre plus d'arrêtés, « quitte à anticiper, le cas échéant, plus largement sur les normes nationales »
- Uniquement les préjudices de perte de valeur vénale des biens immobiliers et de trouble de jouissance qui sont retenus

## 2. Au niveau national

**TA Paris, 16 juin 2023, n°2019924 et n°2019925**

- Condamnation de l'Etat à indemniser des enfants victimes de pollution de l'air
  - **Carence fautive en matière de lutte contre la pollution atmosphérique** (dépassement des seuils en région parisienne)
- **Reconnaissance d'un lien de causalité** entre pollution de l'air et dommages corporels des victimes
  - Résultats d'une expertise judiciaire : certains symptômes ont pu être causés par le dépassement de valeurs limites de la qualité de l'air – contravention avec les exigences de transposition de la Dir. de qualité de l'air ambiant
- **Indemnisation symbolique**

**Merci pour votre écoute !**

**Contact**

Alice Messin-Roizard  
UGGC Avocats

